

Communiqué du POI du 30 juin 2021

Quand 33 millions d'électeurs ne vont pas voter...

La culpabilisation médiatique et politique des abstentionnistes entre les deux tours des régionales n'aura rien changé. Une semaine après le premier tour des régionales, c'est un raz de marée abstentionniste qui a eu lieu une nouvelle fois : ce 27 juin, pour le second tour, 2 électeurs sur 3 ne se sont pas déplacés.

Quand 33 millions d'électeurs ne vont pas voter, cela exprime qu'une très forte majorité de la population n'attend rien, ne voit pas de solution dans les élections, dans ces institutions, dans le système en place. Et cela est tout sauf surprenant. Les politiques destructrices menées au compte et pour le profit du capital financier par tous les gouvernements successifs, toutes couleurs politiques confondues, ont conduit à une situation où les hôpitaux sont asphyxiés, où les services publics, l'école, l'université sont disloqués. En 40 ans, le nombre de travailleurs « vivant » – si on peut dire – avec l'aide alimentaire est passé de un à huit millions...

Tous les partis sont touchés. Et celui de Macron en tête...

Toutes les formes de représentation politique sont en crise profonde, tous les partis, sans exception, sont touchés. Les présidents de région élus qui se présentent en vainqueurs, qu'ils soient de gauche, qu'ils soient de droite, représentent dans la plupart des cas à peine 15 % des électeurs inscrits ; 14,9 % pour Valérie Pécresse en Ile-de-France, 17,8 % pour Laurent Wauquiez en Auvergne-Rhône-Alpes, 13,7 % pour Alain Rousset en Nouvelle-Aquitaine... et même Xavier Bertrand déclaré grand vainqueur de ces élections n'a en réalité obtenu que 16,8 %. Dans le département du Nord, bastion historique de la « gauche », l'abstention dépasse les 80 %. Dans toutes les régions, le RN « dévisse ». Dans les Hauts-de-France, son nombre de voix est divisé quasiment par trois entre les régionales de 2015 et celles de 2021.

Les scénarios soigneusement mis en scène pour enfermer la population dans un duel Macron-Le Pen au second tour de la présidentielle sont bousculés, ébranlés par l'onde de choc de l'abstention de masse. Et surtout, pour le parti au pouvoir, la déroute est complète. La majorité du chef de l'Etat, laminée, les-

sivée, ne représentait plus que 3,5 % des électeurs inscrits à l'issue du premier tour. A l'issue de ce second tour, elle ne franchit pas les 3 %. Les listes LREM arrivent dernières dans la quasi-totalité des régions. Richard Ferrand, un fidèle de la première heure du président de la République, qui plus est président de l'Assemblée nationale, c'est-à-dire troisième personnage de l'Etat, perd son siège de conseiller régional... L'affrontement en plein conseil des ministres entre le ministre de l'Intérieur et le garde des Sceaux en dit long sur les tensions et les divisions au plus haut sommet de l'Etat.

Isolé, déchiré... le gouvernement entend maintenir son cap

C'est pourtant ce gouvernement ultra minoritaire dans la population, isolé, déchiré par les divisions, au moment où une crise majeure traverse les plus hauts sommets de l'Etat et de toutes les institutions de la V^e République, qui entend maintenir son cap et qui cherche par tous les moyens à poursuivre sa politique destructrice de toutes les conquêtes sociales et démocratiques. Alors même que le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel ont censuré pour partie la loi sécurité globale, le schéma national de maintien de l'ordre, le décret d'application de la réforme de l'assurance-chômage, le projet de loi sur le séparatisme, projet xénophobe, antilaïque, revient en dernière lecture à l'Assemblée nationale. A Redon, où un jeune a eu la main arrachée, dans plusieurs villes le soir de la Fête de la musique, la répression d'Etat s'est abattue sur la jeunesse pour chercher à la terroriser, à la « mettre au pas ».

Ce lundi 28 juin, un article dans *Les Échos* révèle la bagarre qui se mène au sein de l'exécutif autour de la relance de la réforme des retraites : « Selon des sources concordantes, les pro-réformes poussent à frapper un grand coup en repoussant l'âge de la re-

traite à 64 ans dans un délai très bref. » L'article cite un ministre, présenté comme un « poids lourd » du gouvernement : « *Plus vite on la fait, mieux on se porte (...). C'est deux lignes dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale.* » Le feront-ils ? A cette étape, impossible à dire. Tout dépend de comment va mûrir le mouvement de la classe ouvrière entraînant ses organisations pour transformer le « coup de semonce » des régionales en ultimatum adressé au gouvernement. Mais, si le calendrier fait débat, tous s'accordent sur la nécessité pour eux d'une nouvelle offensive contre les retraites.

Quant au ministre de l'Education nationale, J.-M. Blanquer, il vient d'annoncer qu'il veut, dès la rentrée prochaine, renforcer le contrôle continu contre ce qui reste du baccalauréat.

« Si les choses doivent changer, cela ne passe plus par les urnes. » (Le Progrès)

En « haut », un gouvernement de plus en plus réduit à une tête d'épingle entend poursuivre sa politique. Mais... au même moment, depuis plusieurs semaines, des conflits, des grèves, des manifestations pour l'instant localisées éclatent dans les hôpitaux, chez les employés communaux, dans quantité de branches du privé, comme à Roissy-Charles-de-Gaulle qui vient d'être bloqué pour le deuxième week-end consécutif par les grévistes d'Aéroports de Paris. Un bouillonnement dans la classe ouvrière et la jeunesse qui ne trouve pas dans les directions des organisations ouvrières les relais qu'ils seraient censés leur apporter (et c'est le moins qu'on puisse dire). Il y a une semaine, l'éditorialiste du *Figaro* commentait la situation dans le pays révélée par l'am-

pleur de l'abstention. Exprimant l'angoisse des sommets, il écrivait : « *Cette sécession démocratique, témoignage irréfutable du discrédit qui frappe tous les partis traditionnels, à commencer par celui de Macron, (...) vise tous les pouvoirs. Elle a nourri hier la révolte des Gilets jaunes, aujourd'hui cette dissidence civique. Et demain, si rien n'est fait...* » Le lendemain du second tour, dans *Le Progrès* : « *Si les choses doivent changer, cela ne passe plus par les urnes.* »

Le raz de marée abstentionniste, les mouvements de la lutte de classe qui ne cessent de s'exprimer indiquent une situation dont la marque essentielle est la résistance de la classe ouvrière, de la jeunesse aux politiques au service du capital financier, le refus d'accorder la moindre confiance à tous ceux qui les mettent en œuvre et s'en font les relais. Dans la nouvelle période qui est ouverte, le POI entend mener la discussion, agir avec tous les militants, les travailleurs qui cherchent le moyen de s'unir pour aider à faire prévaloir la volonté de l'immense majorité des travailleurs.

Informé de la proposition de la délégation permanente du comité national de résistance et de reconquête (CNRR) de préparer à l'automne prochain un grand rassemblement d'ampleur nationale à Paris, et dès ce 3 juillet à Paris d'organiser une réunion de cette même délégation permanente élargie à tous les délégués des comités disponibles, le POI appelle les travailleurs, les militants à répondre positivement à cette initiative, à participer d'ores et déjà à sa préparation en renforçant les CLRR ;

Il appelle à renforcer la diffusion du journal Informations ouvrières, instrument de cette discussion qui, semaine après semaine, donne la parole aux travailleurs, militants, jeunes au cœur de ces processus de résistance. Il appelle chacun à s'y abonner, à proposer autour de lui de s'y abonner.